

« Transition énergétique,  
libérons les solutions »

**Débat du 15 mai  
2013 à Lille  
SYNTHÈSE**



## Thématique traitées

Production d'énergie / Alimentation & Agriculture Habitat / Mobilité et urbanisme / Production et consommation de biens

- Tenir nos objectifs européens et du Grenelle
- Évaluer le coût réel de l'énergie, le juste prix de l'alimentation
- Mutualiser des espaces, biens et services
- Concilier baisse de la consommation et activité économique pérenne
- Diminuer notre intensité énergétique
- Rapprocher consommateurs et producteurs
- Lutter contre la précarité énergétique
- Faciliter la rénovation thermique

## Acteurs présents

**73 participants :**

- Bénévoles associatifs 39%
- Citoyens « sans étiquette » 27%
- Professions libérales, entreprises 20%
- Membres de partis politiques, syndicats 11%
- Collectivités, GIP 3%

**5 grands témoins :**

- Simon Métivier - Président de la SCIC Enercoop Nord Pas de Calais
- Benoît Canis - Agriculteur et commerçant de Vert'Tige
- Anja Schmid - Membre de l'association Les Voisins du quai mais pas à l'ouest
- Claire Lambert - Directrice de la SCIC Lilas Autopartage
- Julien Pilette - Gérant de la SARL Gecco

# Idées fortes et propositions

## > Il faut tirer des enseignements des démarches existantes de transition

### > Une demande sociale forte est nécessaire

- Sensibiliser et former (étiquetage, suivi de conso, 3X20, potagers éducatifs...)
- Faire connaître les coûts réels, indirects, les externalités positives et négatives
- Favoriser le partage (véhicules, matériel, jardins, espaces de travail, savoirs...)

### > La relocalisation et les collectivités sont essentielles

- Autoproduction (énergie, alimentation), économie circulaire, réemploi
- Décentralisation de la production énergétique (déchets, réseaux de chaleur...)
- Schéma territorial d'autonomie alimentaire
- Structures locales à taille humaine plus contrôlables
- Niches de gaspillage, créatrices d'emplois, à repérer
- Permis de construire délivré par le niveau intercommunal

### > Les incitations lisibles et pérennes sont un signal fort

- Apporter un appui cohérent aux ENR (fonds de soutien, appel à l'épargne facilité)
- Favoriser l'installation d'ENR par la défiscalisation et des PTZ
- Réduire la TVA pour le neuf en passif
- Prioriser la recherche publique (bio, ENR...)
- Former les architectes et urbanistes à la mutualisation et modularité des espaces
- Pratiquer une politique d'accès à la terre privilégiant les pratiques vertueuses
- Favoriser l'installation de compteurs individuels
- Développer l'offre économique locale, le service commercial du fret SNCF
- Baisser la transformation des produits

### > La réglementation est déterminante (normes à produire ou à lever)

- Taxe carbone et étiquette énergétique obligatoire
- Tarification progressive de l'énergie, tarification sociale accessible à tous les fournisseurs
- Evolution de la CSPE dont seule EDF est bénéficiaire aujourd'hui
- PLU : densifier les zones desservies par les TC, ceinture maraichère des grandes villes (cf Rome), stationnement augmenté pour l'autopartage, parcs vélo sécurisés
- Voies de circulation réservées au covoiturage et à l'autopartage
- Plafonds des bailleurs sociaux plus élevés pour financer du passif et des espaces partagés (buanderie etc.)
- Intégration de DPE ou équivalent dans la taxe foncière
- Encadrement accru du marché (alimentation, logement)
- Réforme de la PAC, salaire mini pour les agriculteurs
- Bio obligatoire pour les terres de champs captants
- Bio (> Grenelle) + repas végétarien au moins 1 fois/sem dans la restauration collective
- Extension de la garantie des biens à 5 ou 10 ans
- Généralisation de la consigne

## Points de discussion

Il y a eu débat sur l'équilibre des choix, les priorités à donner, et parfois les conséquences ou limites des propositions avancées.

- La **réglementation** ne suffit pas pour une entreprise qui fait face à une concurrence déloyale. Plusieurs exemples sont cités : moyens démesurés et situation de quasi monopole d'EDF, économie « au noir » dans le domaine de la construction et de la gestion des déchets. Par ailleurs, en matière de réglementation, quelle doit être la part d'obligation et la part d'incitation dans les mesures à prendre ? Les entreprises, les habitants seront-ils aussi à même de connaître et respecter les nouvelles réglementations ?
- Des participants ont exprimé des attentes fortes des services de l'Etat et des collectivités comme **régulateurs et incitateurs**. D'autres ont mis en avant la différence qui peut surgir entre les discours et la pratique chez les acteurs publics : le millefeuille administratif et le cloisonnement entre les services de collectivités constituent un frein à l'avancement de projets, en particulier quand ils sont innovants. Quels sont les financements prioritaires ? Les acteurs publics sont-ils en mesure de financer la transition énergétique à une hauteur convenable ? Il y a accord sur l'implication des acteurs publics par le biais de subventions et de prêts. Pour certains l'accent doit être mis en priorité sur les zones péri-urbaines et rurales qui sont pénalisées par leur faible densité et leur « retard » en matière de transition énergétique. Pour d'autres, le financement de la transition repose avant tout sur des choix politiques qui portent sur la collecte et la redistribution des richesses, comme sur les orientations budgétaires.
- Des participants veulent aussi compter sur d'autres mécanismes que le financement public direct, comme par exemple l'accroissement des **échanges non marchands** (prêt de matériel, covoiturage spontané, échanges de savoirs-faire, autoproduction...). Des participants regrettent par ailleurs que l'obligation de rénovation thermique à la vente d'un logement n'ait pas été abordée franchement, comme un levier indispensable à côté des aides et prêts.
- Il y a enfin eu débat sur les comportements, les usages, les **modes de consommation** et le rôle des nouvelles technologies d'information et communication. Quel serait l'encadrement adéquat de la publicité ? « Encadrer la publicité », est-ce d'ailleurs une réponse pertinente ou suffisante ? Quel rôle pour les TIC ? ... facilitateurs d'échanges, de services et moindre recours au papier pour les uns, gourmands en énergie (réseaux, serveurs) pour d'autres. Un bilan énergétique serait utile pour estimer les économies indirectes induites autant que la consommation énergétique directe.



**Un débat préparé et organisé par la Maison régionale de l'environnement et des solidarités avec l'ADAV, EDA, Solaire en Nord, Virage Energie Nord Pas de Calais.**

**En partenariat avec l'APES et le pôle coopératif Energie Environnement Nord Pas de Calais.**

*Avec le soutien de la ville de Lille, LMCU, le conseil général du Nord, le conseil régional du Nord Pas de Calais, l'ADEME et du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.*